

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 juillet 2012

PROJET DE LOI SPÉCIALE
portant un juste financement
des Institutions bruxelloises**AMENDEMENTS**

déposés en séance plénière

N° 9 DE MM. **MAINGAIN, THIÉRY ET CLERFAYT**Art. 1^{er}/1 (*nouveau*)**Dans le chapitre 2, insérer un article 1^{er}/1 rédigé
comme suit:***“Art. 1^{er}/1. L'article 7, § 1^{er}, 1° de la loi spéciale du
16 janvier 1989 relative au financement des Commu-
nautés et des Régions est remplacé par ce qui suit:**“1° l'impôt des personnes physiques: à l'endroit où
s'exerce l'activité personnelle source des revenus;”.*

Documents précédents:

Doc 53 **2289/ (2011/2012):**

- 001: Projet transmis par le Sénat.
- 002 et 003: Amendements.
- 004: Rapport.
- 005: Texte corrigé par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 juli 2012

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET
houdende een correcte financiering
van de Brusselse Instellingen**AMENDEMENTEN**

ingediend in plenaire vergadering

Nr. 9 VAN DE HEREN **MAINGAIN, THIÉRY EN
CLERFAYT**Art. 1/1 (*nieuw*)**In hoofdstuk 2, een artikel 1/1 invoegen, luidende:***“Art. 1/1. Artikel 7, § 1, 1°, van de bijzondere wet van
16 januari 1989 betreffende de financiering van de
Gemeenschappen en de Gewesten wordt vervangen
door wat volgt:**“1° de personenbelasting: op de plaats waar de
belastingplichtige zijn persoonlijke bezoldigde beroe-
pactiviteit uitoefent;”.*

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2289/ (2011/2012):**

- 001: Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- 002 en 003: Amendementen.
- 004: Verslag.
- 005: Tekst verbeterd door de commissie.

JUSTIFICATION

Comme le relève le Portail européen sur la mobilité de l'emploi, EURES, la Région bruxelloise concentre plus de 685 000 emplois sur son territoire, ce qui fait de la capitale le premier bassin d'emploi du pays. "Une grande partie de ces emplois ne sont pas occupés par des Bruxellois: en 2008, la région bruxelloise comptait 686 500 emplois dont 356 500 (51,9 %) étaient occupés par des "navetteurs" ($\pm$ 227 500 travailleurs venant de Flandre et $\pm$ 129 000 travailleurs venant de Wallonie faisant la navette pour se rendre à leur lieu de travail)."¹

Cette présence quotidienne de navetteurs a pour conséquence un budget de dépense en matière de travaux publics et de transports équivalent à un quart du budget global des dépenses, soit beaucoup plus que dans les autres Régions.²

Cet état de fait est mis en exergue par la note de synthèse consacrée aux finances publiques, au financement et à la fiscalité à Bruxelles publiée dans le cadre des États généraux de Bruxelles: "la RBC est une petite Région qui supporte des coûts de structure politique et administrative incompressibles supérieurs par habitant à ce qu'ils sont dans les autres Régions. Bruxelles souffre également de divers manques à gagner importants. L'attribution d'une part de l'I.P.P. aux Régions se fait sur base de l'I.P.P. perçu au lieu de résidence et non pas au lieu d'activité, un choix politique dont Bruxelles est la victime au bénéfice des deux autres Régions."³

En effet, "les charges supportées par la Région en tant que grande agglomération, ville capitale de l'UE, de la Belgique et des Communautés flamande et française sont dans une large mesure supportées par les habitants des 19 communes, alors que les bénéfices associés à ces multiples fonctions sont ressentis bien au-delà des frontières de la Région."⁴

Selon une étude réalisée en 2010 par les Facultés universitaires Saint-Louis, à la demande du ministre bruxellois du Budget, Jean-Luc Vanraes, l'écart à combler pour un juste financement de la région bruxelloise, entre les surcoûts et

VERANTWOORDING

Zoals het Europees portaal voor beroepsmobiliteit (EURES) aangeeft, zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest meer dan 685 000 banen geconcentreerd; dit maakt de hoofdstad tot de belangrijkste leverancier van banen in het land. Voorts luidt het dat "(e)en groot deel van deze banen niet in handen [is] van Brusselaren: in 2008 telde het Brussels Gewest 686 500 banen, waarvan 356 500 (51,9 %) in handen waren van forenzen ($\pm$ 227 500 werknemers uit Vlaanderen en $\pm$ 129 000 werknemers uit Wallonië die dagelijks op en af reisden)".¹

Die dagelijkse aanwezigheid van forenzen leidt ertoe dat de begroting voor openbare werken en vervoer een kwart van de algemene uitgavenbegroting in beslag neemt, wat veel meer is dan in de andere Gewesten.²

Die feitelijke toestand wordt voorts onder de aandacht gebracht in de synthesesnota over de overheidsfinanciën, de financiering en de fiscaliteit in Brussel, die is verschenen naar aanleiding van de Staten-Generaal van Brussel: "la RBC est une petite Région qui supporte des coûts de structure politique et administrative incompressibles supérieurs par habitant à ce qu'ils sont dans les autres Régions. Bruxelles souffre également de divers manques à gagner importants. L'attribution d'une part de l'I.P.P. aux Régions se fait sur base de l'I.P.P. perçu au lieu de résidence et non pas au lieu d'activité, un choix politique dont Bruxelles est la victime au bénéfice des deux autres Régions".³

Immers, "les charges supportées par la Région en tant que grande agglomération, ville capitale de l'UE, de la Belgique et des Communautés flamande et française sont dans une large mesure supportées par les habitants des 19 communes, alors que les bénéfices associés à ces multiples fonctions sont ressentis bien au-delà des frontières de la Région".⁴

Volgens onderzoek dat in 2010 in opdracht van de Brussels minister van Begroting, de heer Jean-Luc Vanraes, werd uitgevoerd door de Facultés Universitaires Saint-Louis, bedraagt het te overbruggen verschil, voor een correcte fi-

¹ <http://ec.europa.eu/eures/main.jsp?catId=7552&Imi=Y&acro=Imi&lang=fr&recordLang=fr&parentId=&countryId=BE®ionId=BE1&nuts2Code=null&nuts3>.

² Ph. Cattoir, "Quel financement et quelle fiscalité pour Bruxelles en cas de confédéralisme?", in X, *Actes du colloque du 18 mars 2005: Quel avenir pour Bruxelles en cas de confédéralisme?*, coll. *Les cahiers du Centre d'études Jacques Georgin*, n° 3, 2005.

³ Ph. Cattoir, J. Vaesen, M. Verdonck, G. Van der Stichele, P. Zimmer, "États généraux de Bruxelles. Finances publiques, financement et fiscalité", *Brussels Studies*, Note de synthèse n° 16, 3 mars 2009.

⁴ Ph. Cattoir, J.P. Lambert, M. Taymans, H. Tulkens, G. Van der Stichele et M. Verdonck, *Les Modes alternatifs de financement de Bruxelles*, Research for M. Rufin Grijp, minister for scientific research, Brussels-Capital Region, 1999, cité par Ph. Cattoir, J. Vaesen, M. Verdonck, G. Van der Stichele, P. Zimmer, "États généraux de Bruxelles. Finances publiques, financement et fiscalité", *op.cit.*

¹ <http://ec.europa.eu/eures/main.jsp?lang=nl&acro=Imi&catId=7552&countryId=BE®ionId=BE1&langChanged=true>.

² Ph. Cattoir, "Quel financement et quelle fiscalité pour Bruxelles en cas de confédéralisme?", in X, *Actes du colloque du 18 mars 2005: Quel avenir pour Bruxelles en cas de confédéralisme?*, coll. *Les cahiers du Centre d'études Jacques Georgin*, Nr. 3, 2005.

³ Ph. Cattoir, J. Vaesen, M. Verdonck, G. Van der Stichele, P. Zimmer, "États généraux de Bruxelles. Finances publiques, financement et fiscalité", *Brussels Studies*, Synthesenota Nr. 16, 3 maart 2009.

⁴ Ph. Cattoir, J.P. Lambert, M. Taymans, H. Tulkens, G. Van der Stichele en M. Verdonck, *Les Modes alternatifs de financement de Bruxelles*, Research for M. Rufin Grijp, minister for scientific research, Brussels-Capital Region, 1999, geciteerd door Ph. Cattoir, J. Vaesen, M. Verdonck, G. Van der Stichele, P. Zimmer, "États généraux de Bruxelles. Finances publiques, financement et fiscalité", *op.cit.*

manques à gagner subis par la région et les compensations existantes s'élève à 719 987 205 euros.⁵

Même le “conciliateur” royal, Johan Vande Lanotte, dans sa note intitulée “La sixième réforme de l'État: note de négociation” présentée au début de l'année 2011, avait également pris en compte le déficit bruxellois causé, notamment par les navetteurs: “La responsabilisation fondée sur la capacité fiscale n'est pas assez fiable pour la Région de Bruxelles-Capitale, parce que les revenus d'un grand nombre de personnes travaillant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ne sont pas pris en compte (ceux des navetteurs et des fonctionnaires internationaux). De cette manière, l'affectation des moyens ou l'application de l'autonomie fiscale n'ont pas une base suffisante. C'est pourquoi il est introduit un correctif spécifique à la situation bruxelloise. La Région de Bruxelles-Capitale recevra de l'autorité fédérale une dotation qui compense 20 % de l'impôt régional moyen (en ce compris les nouvelles dotations régionales) du flux net de navetteurs”.

C'est pourquoi, les auteurs du présent amendement proposent d'utiliser le critère de lieu de travail au lieu de l'actuel critère de résidence dans l'attribution des recettes de l'impôt des personnes physiques en modifiant expressément l'article 7, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Cette proposition des auteurs du présent amendement visant à corriger ce sous-financement chronique de la région bruxelloise par une taxation des personnes physiques sur la base du lieu de travail est appuyée par de nombreux acteurs.

Jean Stéphenne, président de GSK Biologicals, dans un entretien avec le journal économique Trends-Tendances paru le 10 juin 2010, relève ainsi que “Bruxelles est et restera un moteur économique important de la Belgique qui bénéficie aux deux communautés mais ne reçoit pas les financements qui permettraient son développement.” À titre de solution, M. Stéphenne considère que “le lieu de travail doit devenir une base de perception de l'impôt et Bruxelles doit y trouver une partie de son financement”.

D'après l'analyse intitulée “Hoe zwaar weegt de vraag naar 500 miljoen?” effectuée en octobre 2010, par le Voka-Kenniscentrum: “indien de dotaties aan de gewesten uit de personenbelasting zouden berekend worden op basis van de werkplaats dan zou het BHG 650 miljoen euro meer krijgen, omdat het dan ook deelt in de personenbelasting van de meer dan 300 000 pendelaars uit het Vlaamse en Waalse gewest”.

⁵ M. Verdonck, M. Taymans, S. Ektor. *Étude sur un juste financement de la Région de Bruxelles-Capitale*, Recherche confiée au CERB pour le compte du Ministre des finances de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Jean-Luc VAN RAES, et réalisée en collaboration avec le consultant Roodebeek Management & Consult, M. VERDONCK, Bruxelles, 2010.

nanciering van het Brussels Gewest, tussen de extra kosten en de door het gewest geleden inkomstendervingen en de bestaande compensaties 719 987 205 euro⁵.

Zelfs koninklijk bemiddelaar Johan Vande Lanotte had in zijn begin 2011 voorgestelde nota “De zesde Staatshervorming: onderhandelingsnota” rekening gehouden met het Brusselse begrotingsdeficit, met name als gevolg van het forenzenverkeer: “de responsabilisering op basis van fiscale draagkracht is voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onvoldoende betrouwbaar, omdat de inkomens van een groot aantal personen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werken niet worden meegeteld (met name pendelaars en internationale ambtenaren). Op die manier is de toewijzing van middelen of het toepassen van de fiscale autonomie niet voldoende onderbouwd. Derhalve wordt een correctie toegepast die specifiek op de Brusselse situatie is geënt. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krijgt een dotatie vanwege de federale overheid die 20 % van de gemiddelde regionale belasting (inclusief de nieuwe gewestdotaties) van de netto-stroom van de pendelaars compenseert”.

Daarom stellen de indieners van dit amendement voor om bij de toewijzing van de ontvangsten van de personenbelasting niet de woonplaats, maar de plaats van de beroepsactiviteit als criterium te hanteren, door artikel 7, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten uitdrukkelijk te wijzigen.

Het bij dit amendement beoogde voorstel om de chronische onderfinanciering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij te sturen door de plaats van de beroepsactiviteit als basis te nemen voor de personenbelasting, geniet de goedkeuring van heel wat betrokken actoren.

De voorzitter van GSK Biologicals, Jean Stéphenne, liet op 10 juni 2010 in het economisch blad *Trends-Tendances* optekenen dat Brussel voor België een belangrijke economische motor is en blijft waar de twee gemeenschappen voordeel uit halen, maar die niet de middelen krijgt om verder te groeien. Als oplossing stelt de heer Stéphenne voor dat de plaats van de beroepsbezigheden ook een grondslag moet worden voor de belastinginning en dat Brussel een deel van zijn financiering daaruit moet halen.

In de studie “Hoe zwaar weegt de vraag naar 500 miljoen?” die het Voka-Kenniscentrum in oktober 2010 heeft uitgevoerd, lezen we het volgende: “Indien de dotaties aan de gewesten uit de personenbelasting zouden berekend worden op basis van de werkplaats dan zou het BHG 650 miljoen euro meer krijgen, omdat het dan ook deelt in de personenbelasting van de meer dan 300 000 pendelaars uit het Vlaamse en Waalse gewest”.

⁵ M. Verdonck, M. Taymans, S. Ektor. *Étude sur un juste financement de la Région de Bruxelles-Capitale*, Onderzoek van de CERB in opdracht van de minister van Financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de heer Jean-Luc VAN RAES, en uitgevoerd in samenwerking met het consultancykantoor Roodebeek Management & Consult, M. VERDONCK, Brussel, 2010.

Selon une analyse de l'*Itinera Institute*, un *think-tank* indépendant basé à Bruxelles, intitulée "Des solutions pour Bruxelles", parue en 2010, "opter pour le lieu de travail plutôt que pour le lieu de résidence comme critère pour attribuer les recettes issues de l'impôt des personnes pourrait générer 1,3 milliard d'euros pour Bruxelles."

En outre, le fait de préférer le critère du lieu de travail à celui du domicile dans l'attribution des recettes de l'impôt des personnes physiques profiterait également aux deux autres régions du pays en matière de transferts interrégionaux.

Dans une étude publiée dans sa revue économique, intitulée "Transferts et mécanismes de solidarité interrégionaux via le budget des administrations publiques", la BNB a analysé les transferts financiers entre les trois régions du pays. D'après ces informations, il apparaît que la Région flamande est contributrice nette à hauteur de 5,843 milliards, la Région wallonne bénéficiaire nette à hauteur de 6,056 milliards et la Région bruxelloise contributrice nette à hauteur de 212 millions d'euros.

Dans cette étude, la BNB réalise également des projections en matière de transferts interrégionaux et souligne l'importance cruciale du critère démographique en la matière. À cet égard, elle mentionne que l'évolution démographique est la plus favorable pour la RBC car sa population est relativement jeune et celle en âge de travailler devrait encore s'élargir. Par contre, la Région flamande est confrontée à la hausse la plus forte du nombre de personnes âgées, tandis que la population en âge de travailler devrait déjà commencer à y décroître prochainement.

Pour les perspectives de transferts interrégionaux développées par la BNB, deux possibilités de scénario sont évoquées: le premier scénario est caractérisé par la persistance des écarts entre les taux d'emploi des différentes régions (le taux d'emploi de la Région flamande restant élevé tandis que celui des deux autres régions reste relativement bas), le deuxième scénario évoque quant à lui un mouvement de rattrapage, au niveau du temps d'emploi, de la première région par les deux autres Régions.

Selon ces deux scénarii, la RBC resterait contributrice nette et dans une marge de plus en plus importante au fil des ans; sa contribution enflerait littéralement si elle le scénario 2 venait à se réaliser. La Région flamande resterait contributrice nette dans le premier scénario mais dans une moindre mesure par rapport à ce qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle deviendrait par contre bénéficiaire nette dans le cadre du 2^e scénario. La Région wallonne resterait quant à elle bénéficiaire nette dans les 2 scénarii.

Il ressort de ces analyses que la RBC représente une opportunité incroyable pour les trois régions du pays et que cette tendance va s'accroître dans les prochaines années. Etienne De Callatay, *chief economist* responsable du département d'analyse financière à la Banque Degroof et chargé de cours invité aux Facultés de Namur et à l'UCL, dans son étude

In een analyse uit 2010 van het *Itinera Institute*, een onafhankelijke Brusselse denktank, getiteld "Oplossingen voor Brussel", wordt beweerd dat het omschakelen naar de werkplek in plaats van de woonplaats als criterium voor toewijzing van de ontvangsten uit de personenbelasting zou impliceren dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 1,3 miljard euro zou bijdragen in plaats van 1,4 miljard te krijgen.

Het verkiezen van de plaats van de beroepsbezigheden boven de woonplaats voor de toewijzing van de ontvangsten uit de personenbelasting zou ook ten goede komen aan de andere twee gewesten van het land, rekening houdend met de intergewestelijke transfers.

In een studie in het Economisch Tijdschrift van de NBB, met als titel "Intergewestelijke overdrachten en solidariteitsmechanismen via de overheidsbegroting", werden de financiële transfers tussen de drie gewesten onder de loep genomen. Daaruit blijkt dat het Vlaams Gewest netto 5,843 miljard euro bijdraagt, dat het Waals Gewest netto 6,056 miljard euro ontvangt en dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest netto 212 miljoen euro bijdraagt.

In die studie maakt de NBB ook projecties van het verloop van de intergewestelijke overdrachten. Daarbij wordt opgemerkt dat de demografische factor in dat verband van heel groot belang is. De demografische ontwikkeling zou in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het gunstigst zijn, omdat de bevolking er relatief jong is en de bevolking op arbeidsleeftijd normaal gezien nog zal groeien. Het Vlaams Gewest kent daarentegen het hoogste aantal ouderen en de bevolking op arbeidsleeftijd zou er op korte termijn moeten beginnen afnemen.

In verband met de verwachtingen van de NBB aangaande de intergewestelijke overdrachten, zijn er twee scenario's mogelijk: in een eerste scenario wordt uitgegaan van de hypothese dat de huidige divergentie tussen de werkgelegenheidsgraden in de respectieve gewesten ook in de toekomst zal blijven bestaan (waarbij de werkgelegenheidsgraad in het Vlaams Gewest hoog blijft en die in de andere twee Gewesten relatief laag); in het tweede scenario wordt verondersteld dat het Vlaams Gewest door de andere twee gewesten wordt bijgehaald wat de arbeidstijd betreft.

Volgens die twee scenario's zou het Brussels Hoofdstedelijk Gewest netto blijven bijdragen en wel in toenemende mate; mocht het tweede scenario bewaarheid worden, dan zou de bijdrage van het Brussels Gewest pijlsnel de hoogte ingaan. Het Vlaams Gewest zou op grond van het eerste scenario netto blijven bijdragen, maar minder dan nu het geval is. In het tweede scenario zou het Vlaams Gewest evenwel geld ontvangen. Het Waals Gewest blijft in de twee gevallen netto ontvanger.

Uit de voorgaande analyses blijkt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de drie gewesten ongelooflijke kansen inhoudt en dat die trend de volgende jaren zal worden versterkt. Dat wordt ook bevestigd door Etienne De Callatay, *chief economist* en hoofd van de afdeling financiële analyse bij de Bank Degroof en gastdocent aan de *Facultés de Na-*

intitulée “Finances publiques et réformes institutionnelles: Le rôle central de la Région de Bruxelles-Capitale” confirme ce raisonnement: “Le financement actuel de la Région de Bruxelles-Capitale peut être vu comme insuffisant en regard des besoins de la ville et de ses communes, notamment en matière d’intégration sociale, de formation, de rénovation urbaine et de transports en commun. Il peut aussi être vu comme insuffisant en regard des potentialités qu’un financement plus large permettrait d’exploiter pour tirer pleinement parti de la force d’attraction des villes dans un monde où la globalisation et le progrès technologique accentuent le rôle économique des villes et, dans le cas de Bruxelles, tirer pleinement parti de son statut de capitale de l’Europe. Octroyer plus de moyens à la Région bruxelloise servirait donc les causes sociale et environnementale et les intérêts financiers bien compris des autres Régions. Un meilleur financement de Bruxelles, s’il est bien utilisé, ne serait pas un jeu à somme nulle obtenu au détriment des autres Régions.”

En outre, attribuer l’IPP sur la base de la localisation de la source des revenus limiterait une forme de concurrence entre Régions afin d’attirer les contribuables et permettrait de rechercher une stratégie de développement bénéfique pour la ville et son hinterland.

N° 10 DE MM. MAINGAIN, THIÉRY ET CLERFAYT

Art. 3

Remplacer l’article 64bis, proposé, par ce qui suit:

“Art. 64bis. À partir de l’année budgétaire 2012, une dotation spéciale d’un montant égal à 135 millions d’euros est versée à la Région de Bruxelles-Capitale. Le montant de cette dotation est adapté annuellement suivant les modalités fixées à l’article 47, § 2.”

JUSTIFICATION

Le présent amendement est subsidiaire à celui déposé par les mêmes auteurs visant à insérer un article 1^{er}/1 dans le présent projet de loi.

L’article 64bis, proposé, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit une dotation spéciale versée directement au budget des voies et moyens de la Région bruxelloise comme allocation spéciale pour la politique de la mobilité, en ce compris les transports en commun.

Cet article impose donc à la Région bruxelloise d’affecter strictement la somme prévue à sa politique de mobilité.

mur en aan de UCL, in zijn studie “Finances publiques et réformes institutionnelles: Le rôle central de la Région de Bruxelles-Capitale”: “Le financement actuel de la Région de Bruxelles-Capitale peut être vu comme insuffisant en regard des besoins de la ville et de ses communes, notamment en matière d’intégration sociale, de formation, de rénovation urbaine et de transports en commun. Il peut aussi être vu comme insuffisant en regard des potentialités qu’un financement plus large permettrait d’exploiter pour tirer pleinement parti de la force d’attraction des villes dans un monde où la globalisation et le progrès technologique accentuent le rôle économique des villes et, dans le cas de Bruxelles, tirer pleinement parti de son statut de capitale de l’Europe. Octroyer plus de moyens à la Région bruxelloise servirait donc les causes sociale et environnementale et les intérêts financiers bien compris des autres Régions. Un meilleur financement de Bruxelles, s’il est bien utilisé, ne serait pas un jeu à somme nulle obtenu au détriment des autres Régions.”

De ontvangsten uit de personenbelasting toewijzen op basis van de geografische van de inkomstenbron zou een beperking opleggen op een vorm van concurrentie tussen de Gewesten en bijdragen tot een ontwikkelingsstrategie die zowel de stad als zijn omliggend gebied ten goede komt.

Nr. 10 VAN DE HEREN MAINGAIN, THIÉRY EN CLERFAYT

Art. 3

Het voorgestelde artikel 64bis vervangen door wat volgt:

“Art. 64bis. Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bijzondere dotatie ten bedrage van 135 miljoen euro gestort. Het bedrag van die dotatie wordt jaarlijks aangepast volgens de bij artikel 47, § 2, bepaalde nadere regels.”

VERANTWOORDING

Dit amendement wordt in bijkomende orde ingediend op het door dezelfde leden ingediende amendement dat ertoe strekt in dit wetsontwerp een artikel 1/1 in te voegen.

Het voorgestelde artikel 64bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en Gewesten voorziet erin dat aan de middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rechtstreeks een bijzondere dotatie wordt gestort voor het mobiliteitsbeleid, met inbegrip van het openbaar vervoer.

Dit artikel legt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dus op het vrijgemaakte bedrag uitsluitend aan zijn mobiliteitsbeleid te besteden.

Comme l'a relevé le Conseil d'État dans son avis sur la présente proposition de loi (Avis du Conseil d'État n° 51 219, du 2 mai 2012, Doc Sénat 5-1568/2), "une telle disposition n'est pas conforme à l'article 177, alinéa 2, de la Constitution, selon lequel les Parlements de région déterminent, chacun pour ce qui le concerne, l'affectation de leurs recettes".

C'est pourquoi, afin de mettre fin à l'inconstitutionnalité soulevée par le Conseil d'État, les auteurs du présent amendement entendent enlever, dans la disposition concernée, la référence à la politique de mobilité.

En outre, l'article 64*bis*, proposé, prévoit que le montant de cette dotation spéciale soit augmenté progressivement, passant de 45 millions en 2012 à 135 millions en 2015.

Selon une étude réalisée en 2010 par les Facultés universitaires Saint-Louis, à la demande du ministre bruxellois du Budget, Jean-Luc Vanraes, l'écart à combler pour un juste financement de la région bruxelloise, entre les surcoûts et manques à gagner subis par la région et les compensations existantes s'élève à 719 987 205 euros.⁶

En conséquence, les auteurs du présent amendement estiment que les défis financiers auxquels est confrontée la Région bruxelloise nécessitent dès à présent que celle-ci soit dotée des moyens suffisants pour y faire face.

Ils prévoient dès lors que la dotation spéciale prévue par le présent projet de loi, d'un montant égal à 135 millions d'euros, soit versée à la Région bruxelloise dès cette année.

Enfin, l'article 64*bis*, proposé, prévoit que cette dotation spéciale soit adaptée annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation ainsi qu'à 50 % de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée, suivant les modalités fixées à l'article 47, § 2 de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Or l'article 47, § 2, prévoit une adaptation du budget au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation ainsi qu'à la croissance réelle du revenu national brut de l'année budgétaire concernée.

Les auteurs du présent amendement estiment qu'il ne se justifie pas d'opérer une distinction dans la méthode de calcul par rapport à celle prévue de manière générale par l'article 47, § 2.

⁶ M. VERDONCK, M. TAYMANS, S. EKTOR. Étude sur un juste financement de la Région de Bruxelles-Capitale, Recherche confiée au CERB pour le compte du ministre des Finances de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Jean-Luc VAN RAES, et réalisée en collaboration avec le consultant Roodebeek Management & Consult, M. VERDONCK, Bruxelles, 2010.

De Raad van State stelt in zijn advies over dit wetsvoorstel (advies van de Raad van State Nr. 51 219 van 2 mei 2012, Stuk Senaat 5-1568/2): "Een zodanige bepaling is niet conform artikel 177, tweede lid, van de Grondwet. Luidens dit artikel regelen de gewestparlementen, elk voor zich, de bestemming van hun ontvangsten (...)"

Om de door de Raad van State aangestipte ongrondwettigheid weg te werken, beogen de indieners van dit amendement uit de desbetreffende bepaling de verwijzing naar het mobiliteitsbeleid weg te laten.

Voorts stelt het voorgestelde artikel 64*bis* in uitzicht dat die bijzondere dotatie geleidelijk wordt opgetrokken van 45 miljoen euro in 2012 tot 135 miljoen euro in 2015.

Volgens een studie die de *Facultés universitaires Saint-Louis* in 2010 op verzoek van Brussels minister van Begroting Jean-Luc Vanraes heeft verricht, bedraagt het voor een juiste financiering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest weg te werken verschil tussen de extra kosten en het ontvangstenverlies van het gewest enerzijds en de bestaande compensaties anderzijds, 719 987 205 euro⁶.

Bijgevolg menen de indieners van dit amendement dat de financiële uitdagingen waarmee het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt geconfronteerd, vanaf nu vereisen dat dat gewest met voldoende middelen wordt toegerust om ze het hoofd te kunnen bieden.

Zij voorzien er dan ook in dat de bijzondere dotatie ten belope van 135 miljoen euro waarin dit wetsontwerp voorziet, vanaf dit jaar rechtstreeks aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gestort.

Ten slotte stelt het voorgestelde artikel 64*bis* in uitzicht dat die bijzondere dotatie jaarlijks wordt aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen, evenals aan 50 % van de reële groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar, op de in artikel 47, § 2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989, bepaalde wijze.

Artikel 47, § 2, voorziet dan weer in een aanpassing van de begroting aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen, evenals aan de reële groei van het bruto nationaal inkomen van het betrokken begrotingsjaar.

Volgens de indieners van dit amendement is het niet verantwoord een onderscheid te maken tussen de berekeningsmethode en die waarin in het algemeen voorzien is bij artikel 47, § 2.

⁶ M. VERDONCK, M. TAYMANS, S. EKTOR: Studie voor een juiste financiering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Eindverslag van het onderzoek uitgevoerd in opdracht van de heer Jean-Luc VANRAES, minister van Financiën, Begroting en Externe betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgevoerd in samenwerking met consultant Roodebeek Management & Consult, M. VERDONCK, Brussel, 2010.

N° 11 DE MM. MAINGAIN, THIÉRY ET CLERFAYT

Art. 6

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 6. L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Pour l'année budgétaire 2012, une dotation forfaitaire est accordée à la Région bruxelloise égale à 25 millions.”

JUSTIFICATION

Depuis la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, le crédit spécial en faveur de ces communes couvre, à hauteur de 72 pour cent, la non-perception des centimes additionnels sur le précompte immobilier sur le territoire des communes où se trouvent des propriétés immunisées de ce précompte.

L'article 2 de la présente proposition de loi vise à modifier ce mécanisme en prévoyant que le crédit spécial en faveur de ces communes couvrira intégralement le manque à gagner.

En outre, le même article prévoit également que les régions recevront une compensation à 100 % pour la non-perception de la recette de précompte immobilier régionale. La dotation à la Région bruxelloise couvrira également la non-perception des centimes additionnels d'agglomération.

Toutefois, l'article 6 de la proposition laisse la possibilité au Roi de reporter l'entrée en vigueur de l'article 2 au 1^{er} janvier 2016, moyennant un système intermédiaire de compensation forfaitaire pour la région bruxelloise.

Estimant qu'il n'existe aucune raison de reporter si longtemps l'entrée en vigueur de l'article 2 qui vise à corriger une situation inique, les auteurs du présent amendement proposent de fixer l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, en prévoyant toutefois une dotation forfaitaire en faveur de la région bruxelloise égale à 25 millions.

N° 12 DE MM. MAINGAIN, THIÉRY ET CLERFAYT

Art. 4

Supprimer l'article 64ter, § 2, proposé.

Nr. 11 VAN DE HEREN MAINGAIN, THIÉRY EN CLERFAYT

Art. 6

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 6. Artikel 2 treedt in werking op 1 januari 2013.

Voor het begrotingsjaar 2012 wordt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een forfaitaire dotatie van 25 miljoen euro toegekend.”

VERANTWOORDING

Sinds de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur dekt het bijzonder krediet ten gunste van die gemeenten ten belope van 72 procent de niet-inning van de opcentiemen op de onroerende voorheffing op het grondgebied van de gemeenten waar zich eigendommen bevinden die zijn vrijgesteld van die voorheffing.

Artikel 2 van het voorliggende wetsvoorstel beoogt dat mechanisme te wijzigen door te bepalen dat het bijzonder krediet ten gunste van die gemeenten het verlies integraal zal dekken.

Voorts bepaalt hetzelfde artikel dat de gewesten voor 100 % vergoed worden voor de niet-inning van de opbrengst van de bijhorende gewestelijke onroerende voorheffing. De dotatie ten gunste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal ook de niet-inning dekken van de opcentiemen van de agglomeratie.

Artikel 6 van het wetsvoorstel biedt de Koning echter de mogelijkheid de inwerkingtreding van artikel 2 van de wet van 1 januari 2016 uit te stellen, op voorwaarde dat voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een overgangsregeling van forfaitaire compensatie wordt ingesteld.

De indieners van het amendement gaan ervan uit dat er geen enkele reden bestaat om de inwerkingtreding van artikel 2, dat tot doel heeft een zeer onbillijke situatie recht te trekken, zo lang uit te stellen. Daarom stellen zij voor de inwerkingtreding op 1 januari 2013 vast te stellen, maar tegelijkertijd te voorzien in een forfaitaire dotatie van 25 miljoen euro voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Nr. 12 VAN DE HEREN MAINGAIN, THIÉRY EN CLERFAYT

Art. 4

Het voorgestelde artikel 64ter, § 2 weglaten.

JUSTIFICATION

Le paragraphe 2 de l'article 64^{ter} proposé prévoit que l'utilisation des moyens financiers octroyés à la Région bruxelloise afin d'améliorer la sécurité et la prévention sur son territoire doit être décidée par le comité de coopération qui réunit des représentants de la Région bruxelloise et de l'État fédéral.

Les auteurs du présent amendement estiment que l'utilisation de ces moyens doit pouvoir être décidé uniquement par les autorités régionales.

Olivier MAINGAIN (FDF)
Damien THIÉRY (FDF)
Bernard CLERFAYT (FDF)

VERANTWOORDING

Het voorgestelde artikel 64^{ter}, § 2, bepaalt dat de samenwerkingscommissie bestaande uit vertegenwoordigers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Federale Staat moet beslissen over het gebruik van de aan het Brussels Gewest toegekende middelen ter verbetering van de veiligheid en de preventie op zijn grondgebied.

Volgens de indieners van dit amendement moet de gewestoverheid alleen over het gebruik van die middelen kunnen beslissen.